

OLIVIER LOUBES

L'école, l'identité, la nation

Histoire d'un entre-deux-France, 1914-1940



Olivier Loubes

L'ÉCOLE, L'IDENTITÉ, LA NATION

**Histoire d'un entre-deux-France,
1914-1940**

Belin:

Cet ouvrage a été publié pour la première fois dans la collection « Histoire de l'éducation » dirigée par Bruno Belhoste, Pierre Caspard, Jean-Noël Luc et Antoine Prost.

Couverture

Conception graphique : Rampazzo & Associés.

Iconographie : © Leemage/Lux-in-Fine.

Le code de la propriété intellectuelle n'autorise que « les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » [article L. 122-5] ; il autorise également les courtes citations effectuées dans un but d'exemple ou d'illustration. En revanche « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » [article L. 122-4]. La loi 95-4 du 3 janvier 1994 a confié au C.F.C. (Centre français de l'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris) l'exclusivité de la gestion du droit de reprographie. Toute photocopie d'œuvres protégées, exécutée sans son accord préalable, constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

© Éditions Belin, 2001 pour la première édition

© Éditions Belin/Humensis, 2017

170 bis, boulevard du Montparnasse, 75680 Paris cedex 14

ISBN 978-2-410-00984-2

Pour Carole,
à Roxane et Tristan, ma *Bridinette* et mon *Milot*
en souvenir de Marinette de Saint-Jacques.

REMERCIEMENTS

En tout premier lieu, je souhaite exprimer ma reconnaissance à Pierre Laborie, qui est à l'origine de cette étude et m'a fait historien, et à Jean-Noël Luc sans lequel ce livre n'existerait pas.

Mes remerciements vont à l'ensemble des personnels des dépôts d'archives et bibliothèques et plus particulièrement à l'équipe du Musée national de l'éducation de Rouen, qui m'a accueilli si chaleureusement pour des stages prolongés, et, à Paris, à celles de la section contemporaine des Archives nationales, du *Journal officiel*, et du Centre de recherches d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme (devenu Centre d'histoire sociale du xx^e siècle), si remarquablement disponibles et compétentes. Enfin, pour ce qui est des archives personnelles de leur père, Catherine Martin-Zay et Hélène Mouchard-Zay ont fait montre de la plus amicale libéralité.

Je voudrais également dire ma gratitude aux historiens qui, par la réflexion partagée, l'amitié, les informations et les documents qu'ils m'ont communiqués m'ont permis de progresser, Pierre Bonnassie, Patrick Cabanel, Jean Estèbe, Yves Gaulupeau, Jacques

Girault, Nelly Kuntzmann, Mona Ozouf, Antoine Prost, Philippe Ruiz; avec une mention toute spéciale pour les lecteurs du manuscrit, Luc Capdevila, Benoît Falaize, Véronique Larcade, Natacha Laurent et Laure Teulières.

Et puisqu'il est ici beaucoup question d'école, que les élèves et les étudiants comme les collègues du collège Bailly d'Orléans, des lycées de Fumel et de Saint-Sernin de Toulouse, sachent combien nos échanges ont compté et fait de ce travail ce qu'il a de meilleur. Le reste m'est dû.

«Je me répétais, tu n'as aucune preuve!
Tu es victime de ce conteur arabe qui habite
au-dedans de toi et qui invente indéfiniment
des histoires, pour boucher les interstices
entre les livres que tu lis, pour qu'un mur
sans fissures te défende contre la vie...»

François MAURIAC,
Un adolescent d'autrefois.

AVANT-PROPOS À L'ÉDITION DE POCHE

VINGT ANS APRÈS... QU'EST-CE QUE LA NATION, À L'ÉCOLE DE L'ENTRE-DEUX-FRANCE?

« Nous aimons la France » ! Écrite au tableau noir, sous le regard d'un instituteur-soldat bienveillant et attentif, par un écolier – une écolière ? – qui s'applique de tout son être à être à la hauteur de sa tâche, en extension sur la pointe des pieds, cette formule est un cliché patriotique d'époque, et même bien plus que cela : un cliché de l'époque patriotique de la nation. L'école, la nation, l'identité collective du « Nous », tout est projeté dans cette carte postale de 1915 que vous voyez en couverture. Tout, y compris la nécessité de la lire pour ce qu'elle est : un cliché justement. Car on n'y voit rien, comme dirait Daniel Arasse¹, si on ne la regarde pas à trois niveaux au moins : pour ce qu'elle montre, par ce qu'elle masque, et pour ce qu'elle vient faire résonner dans l'imaginaire de ses lecteurs passés et présents. C'est-à-dire sur nous et, si on y parvient, sur ceux qui la voyaient dans les années écoulées d'une guerre à l'autre. Et c'est là que l'histoire intervient, dans cette tâche délicate de restitution des codes culturels de lecture de la société française. Dans le meilleur des cas, c'est ce que le travail historique permet : nous donner les clés de lecture de nos prédécesseurs,

retrouver la concordance de leur temps. Ce livre n'a pas d'autre ambition.

Pour illustrer le parcours que nous suivrons afin d'opérer cette histoire, commençons par aller voir l'image de couverture de plus près. Au sens propre comme au sens figuré, cette carte est colorisée. Mais à bien y regarder, malgré le choix un peu sépia du coloriste, elle ne donne à voir que les trois couleurs nationales : la veste de l'enfant peut être légèrement jaune, ce qu'il écrit à la craie blanche est bleu/blanc/rouge, comme est bleu/blanc/rouge le regard du maître-soldat. L'image dit l'amour de la patrie d'abord, le rôle de l'école comme institutrice de la nation ensuite. Dans une lecture rassurante et décadentiste à la fois, on pourrait la prendre ainsi : contrairement à nous, nos ancêtres les Gaulois de la Troisième République étaient des patriotes de combat, grâce à l'école. Voilà bien un autre cliché ! Il est fort répandu. Pourtant, il est éloigné de la réalité observable et perçue dans les imaginaires collectifs. Les contemporains savaient parfaitement qu'ils étaient en présence d'une carte postale de propagande ; certains pouvaient tout à fait adhérer à son message en 1915, mais ils n'avaient aucun doute sur la véracité fabriquée de la scène. Ne prenons pas nos ancêtres pour des Gaulois, au sens où ils seraient des sauvages face aux images, des incultes ; c'est nous faire trop de bien à trop peu de frais sur leur dos. Ne soyons pas si sûrs de ne pas être à notre tour les Gaulois de ceux qui viendront après nous. Les Français du premier vingtième siècle avaient d'autant moins de doutes sur le caractère construit de ce cliché que celui-ci est souligné d'une légende et surchargé de symboles, dont une partie non négligeable sont masqués ici. En effet, si on retire le

cache blanc de notre couverture, on rend aux pieds qui dépassent en bas à droite leur propriétaire. Il s'agit d'une jeune Alsacienne, en coiffe, assise au banc scolaire, qui tourne la tête pour présenter son profil de médaille recouverte. Au cas où l'observateur aurait pu en douter, la vue de la cathédrale de Strasbourg, à travers la fenêtre qui éclaire la salle de classe, vient enfoncer le clou patriotique dans le bois du sacré. Quant à la légende, située en bas de la carte postale, elle introduit une autre dimension d'époque ; la voici :

NOUVELLE ÉCOLE D'ALSACE.

Oui de tout cœur je l'aime bien

Mais je déteste le Prussien.

Derrière le chromo rassurant d'une école apparemment apaisante pour nos peurs contemporaines, nous voici plongés en pleine violence de la culture de guerre. L'enfant que l'on fait ainsi parler, de dos, exprime avoir au cœur certes l'amour de la patrie mais aussi, et pas moins, la haine du « Prussien ». Nous voilà en présence d'un mouvement de désignation de l'ennemi à abattre que précise encore, s'il le fallait, l'inscription qui figure en bas à droite. On y lit que cette carte postale est le n° 171 de la série « Revanche ».

171 ! Le moins que l'on puisse dire est que la série imprimée impressionne. Face à cet éclairage qui saute aux yeux lorsque l'on découvre la totalité de la carte postale, il nous revient de ne pas prendre pour argent comptant, ni pour illusion totale, ce que cette image dit de l'imaginaire collectif sur l'école, la nation et l'identité en France.

Aller des images aux imaginaires, voilà le projet de ce livre, depuis vingt ans ou presque.

Il s'en faut en effet d'un an pour que le texte de ce livre n'ait vingt ans. Pourtant, avec les Éditions Belin, nous faisons le pari de son actualité maintenue voire avivée, de son apport renouvelé au débat public. Ceci mérite explication. Sauf à avoir passé les dernières années sur une exo-planète, il est difficile de nier à l'heure actuelle la force des interrogations françaises sur la nation, sur l'identité nationale, sur l'école et l'identité nationale. Les récentes campagnes politiques en ont été témoin. Elles ne seront pas les dernières. Pour ne prendre que lui, le fameux «roman national» s'est installé comme fétiche et fatal, totem et tabou. Nombreux sont ceux qui s'exclament (à contre-sens d'ailleurs de ce que l'auteur de manuels scolaires écrivait) : Lavisserie, revient ! L'école, l'identité, la nation, on le constate, n'ont jamais été aussi vivantes, centrales, présentes et pressantes dans la dispute à chaud et à sable sur ce que nous sommes comme pays et comme société, sur ce qu'est la France, sur ce que sont les Français. Ainsi, les domaines présents au cœur de ce livre, restent plus que jamais au cœur de nos questions politiques : ils nous sont contemporains, ce qui est, convenons-en, un gage majeur d'actualité pour un essai historique.

Mais *vingt ans après* que reste-t-il de cette étude née de la fabrique d'une thèse que l'on appelait encore de «nouveau régime»? Et d'abord d'où sortait-elle? Rédigée en 1998, publiée en 2001, commencée à la toute fin des années 1980, l'enquête puisait à deux sources, dont on peut dire qu'elles ne sont pas taries : l'irruption durable du Front national dans le paysage politique en France et les avancées décisives des travaux de Pierre Laborie sur la crise d'identité nationale des Français des années 1930 et 1940. À la suite et sous l'impulsion de leurs maîtres

(Pierre Laborie m'indiqua le chemin de l'école et de la nation à l'issue de sa soutenance de thèse d'État en 1988), les jeunes historiens des années 1980-1990 cherchaient les clés de l'énigme du surgissement « national frontiste », à la lumière d'une discipline en plein renouvellement. L'histoire de l'imaginaire politique des cécités de la société française se posait en réponse au nationalisme borgne. C'est par les échelles de l'histoire culturelle du politique que l'on montait à l'assaut des bastions du retour de la nation – capturée par l'extrême droite – pour la libérer d'une lecture fatale à la démocratie. Le retour du national dans les questions que nous nous posons depuis lors a correspondu avec le retour du politique dans les études historiques. Au moment même où notre discipline s'éloignait des môles économiques et sociaux du marxisme d'école pour rénover les quais du savoir politique par l'étude du culturel et de l'imaginaire, la vie politique se nationalisait, rudement. Dans ces années 1980 décisives, dont à bien des égards nous ne sommes pas sortis, les questions posées à l'école changeaient radicalement : du « Qu'est-ce que la société ? » on en venait à nouveau au « Qu'est-ce que la nation ? » On y est toujours, plus que jamais. Voilà pourquoi le pari de l'actualité de ce livre tient.

Oui, mais son contenu tient-il encore ? La question n'est pas de celles que l'on écarte.

À la relecture, quoi qu'il en ait, l'auteur ne peut manquer de voir au moins une lacune majeure. Dans le livre, il n'est quasiment pas question de l'espace colonial. L'histoire des rapports entre l'école et la nation que vous tenez entre vos mains est métropolitaine, hexagonale, indûment « décolonisée » en somme. Or, à juste titre, on ne peut plus travailler sur le tissu national sans prendre désormais la mesure

des connexions intimes nouées avec la dimension impériale de la France, spécialement dans un entre-deux-guerres où le colonial est considéré comme élément décisif de la puissance française, parce qu'éminemment rassurant pour son identité comme sa défense nationale. Benoît Falaize le démontre brillamment dans sa thèse sur l'enseignement de l'histoire en France depuis 1945². Il le démontre doublement. D'une part, il fait des colonies un élément central de son étude. D'autre part, et c'est ce qui nous intéresse le plus ici, il ressent la nécessité de remonter au-delà de 1945 pour sonder la construction de l'école coloniale dans l'entre-deux-guerres. Ce faisant, il nous ôte une épine du pied : là est l'indispensable mise au point sur les colonies et il faut le lire pour combler notre lacune. Mais, voilà bien aussi la preuve par Falaize que personne ne s'y était attelé depuis 2001. Or, ce qui vaut pour l'école et la nation vues du colonial, vaut pour les autres regards portés sur l'école et la nation de cette époque. Depuis 2001, il n'y a pas eu d'enquête de synthèse sur l'école, l'identité et la nation dans l'entre-deux-guerres. En ce sens, ce livre mérite d'être redonné à lire car il n'a pas été – encore – remplacé. Cela viendra sans coup férir, mais pour l'instant il s'est installé comme un classique, difficile à trouver, d'où l'initiative de le publier à nouveau.

Dès lors, pourquoi le proposer avec un titre nouveau ? Au-delà de son actualité politique maintenue et de son contenu historique toujours valable, pourquoi, *vingt ans après*, choisir d'en changer le nom : simple effet de mode ?

En 2001, le livre s'appelait *L'école et la patrie. Histoire d'un désenchantement. 1914-1940*. Il est devenu, en 2017, *L'école, l'identité, la nation. Histoire*

d'un entre-deux-France. 1914-1940. Ce sont donc à la fois le titre et le sous-titre qui ont été modifiés. Incontestablement, les mots « école, identité, nation » sonnent haut dans les refrains de notre premier XXI^e siècle. Cependant, ils étaient tous trois déjà présents dans le texte initial, même s'ils n'étaient pas mis en avant dans le titre. Le remplacement de la patrie par la nation n'est pas un sacrifice à l'air du temps. Au contraire, il enregistre un retour aux sources de l'étude : en 1998, la thèse s'intitulait « L'école et la nation ». On le verra avec la notion d'entre-deux-France, la nation est au cœur de cette réflexion sur notre identité collective, elle englobe la patrie. La remettre en avant est lui rendre la place qui est la sienne. Elle incarne le nom générique de cette histoire de la France par l'école. Sans prétendre d'ailleurs à une originalité confondante. Depuis la Révolution, la question de Sieyès et de Condorcet court de Renan à Braudel : Qu'est-ce que la nation ?

Mais pour parler d'*identité de la France*, encore faut-il s'entendre sur que l'on nomme identité. Et d'abord, il ne faudrait pas laisser croire qu'elle soit une chasse gardée des essentialistes d'exclusion et un terrain vague, glissant, interdit pour les sciences humaines. C'est tout le contraire. Si les milieux nationaux ont pu le donner à croire, leur abandonner le terrain serait une défaite de la pensée. Montrer comment l'identité collective est une construction historique, dont les évolutions sont passionnantes à étudier dans leur complexité ouverte est à la fois scientifiquement vrai et politiquement juste. Cela ne date pas d'hier. Les travaux ne manquent pas et je ne voudrais pas donner ici l'impression d'inventer l'eau tiède. À la courte échelle de mon histoire sans son grand H, « je me souviens » que la première

conférence que j'ai prononcée – c'était à Orléans en 1991 – s'intitulait «Jean Zay et l'identité nationale». Déjà l'école, la nation, l'identité. L'identité! ? Notre époque en est friande. Ici, pour la définir, on suivra la leçon de composition française de Mona Ozouf: l'identité, c'est le récit que nous faisons de nos appartenances³. Que nous soyons individus ou groupes, cette narration de nos appartenances – familiales, sociales, confessionnelles, politiques... – s'écrit, s'éprouve, se vit en se changeant dans le temps: redisons-le, elle est une construction historique. La quête de ce livre est bien cette écriture du récit d'identité de la France par les Français, saisi par l'école.

L'école. Que le *récit du commun* passe par les bancs de la classe, est un élément constitutif de l'identité nationale française⁴. Une des certitudes françaises les plus communes est que l'école fabrique la nation. Cela est vrai pour Marc Bloch comme pour Philippe Pétain, de façon évidemment contraire pour leur conception de la nation, mais de façon commune pour l'idée de matrice nationale attribuée au scolaire. Que soient dès lors oubliés ou minorés les rôles pourtant si décisifs de la famille, du milieu social et professionnel, de la confession ou du syndicat, ne doit pas surprendre. Depuis la Révolution, les Français se sont persuadés que le pari de la démocratie n'est gagnable qu'au prix de l'instruction nationale. Même si les études récentes nous disent combien l'école est plus le produit de la nation que le contraire, la conviction demeure⁵. Dans ces années de Troisième République, elle concerne l'école primaire élémentaire. C'est cela l'école dont il sera question avant tout dans ce livre. Le choix était simple en vérité. Dans cette période, l'école

primaire élémentaire regroupe tous les Français. La proportion de ceux qui poursuivront leurs études au lycée, aux alentours de cinq pour cent, reste le reflet d'un destin social : elle ne concerne que les milieux bourgeois, compte non tenu des 1 500 boursiers environ qui les rejoignent chaque année. Même si tout commence alors à bouger vers un enseignement pour tous se prolongeant jusqu'aux âges du collège, l'école nationale au sens de l'école commune aux Français reste celle du primaire. Que s'y passe-t-il de 1914 à 1940 ? Un bouleversement de l'imaginaire politique français sous le poids de la Grande guerre. Rien moins que le passage d'une France à l'autre : de la France patriotique à la France populaire. Voilà la thèse de ce livre.

Car le plus important dans la mue de l'intitulé est le changement de sous-titre : du « désenchantement » à l'« Entre-deux-France ».

Ôter le désenchantement de la couverture n'avait rien d'évident. Parce que le mot est parlant et juste, parce qu'il est nourri de la référence à Max Weber, parce qu'il avait été choisi à la suite d'une conversation marquante avec Mona Ozouf. Oui, après la Grande Guerre, le monde de la nation patriotique s'est désenchanté. Épuisée par un million et demi de morts, la France perd bien sa mystique patriotique dans une chronologie qui débute dès la guerre elle-même. Vous trouverez les rythmes fins de ce désenchantement dans les pages qui suivent. Mais oui aussi, n'insister que sur le seul désenchantement apparaît désormais réducteur. Car les années de cette première moitié du siècle dernier ne sont pas privées d'espoir, ni de reconstruction. Laisser le seul désenchantement dire l'entre-deux-guerres, revient à priver les Français des années 1920 et 1930 de la

façon dont ils habitaient le futur. On est ici au cœur des façons nouvelles dont les historiens envisagent l'histoire. Désormais, l'attention est portée aux futurs dans l'étude de l'historicité des sociétés. Là, il y a une très grande différence entre 2001 et 2017⁶!

Or, l'entre-deux-France, en même temps qu'elle dit le trouble de l'entre-deux, laisse l'histoire à venir libre. Elle permet de ne pas rendre fatale l'arrivée de la guerre dès 1919. C'est pour cela que je suis allé chercher la notion d'entre-deux-France, qui figurait dans le texte de la conclusion, pour en faire le sous-titre. *Vingt ans après*, la notion me paraît plus que jamais pertinente. Elle a le grand mérite de dé-fataliser les temps dans laquelle évoluaient les Français. À la fin des années 1930, ils traversent une crise d'identité nationale où leurs repères se troublent. Mais – dans le même mouvement? – se forment des solutions qui seront déployées à la Libération. Le Préambule de la Constitution de 1946 n'est pas resté par hasard un texte fondateur repris par la V^e République. Il correspond à la déclaration des droits sociaux de l'homme et du citoyen : droit au travail, droit au logement, droit à l'éducation. On voit bien avec ce dernier point, que Jean Zay a contribué à rendre possible, tout ce que le texte de 1946 doit aux avancées des années 1930. Ce changement de nature de la République, qui devient sociale, correspond à un changement de la nation qui de patriotique devient populaire dans l'entre-deux-guerres.

L'entre-deux-guerres est en effet un chaînon manquant essentiel dans l'histoire de la fabrique scolaire de la France et des Français. Pour pouvoir identifier l'importance de ce moment de transition nationale, il faut bien prendre conscience, au risque de nous répéter, voire de lasser, qu'il ne s'agit pas

seulement d'un entre-deux-guerres mais avant tout d'un entre-deux-France. Comme il y a des transitions démographique ou énergétique il paraît pertinent de parler de transition nationale entre deux états successifs de la nation française, entre deux moments d'identité collective nationale. Un entre-deux-France est alors simplement le temps et le lieu du passage d'une France à l'autre, le moment de la bascule d'un imaginaire politique collectif à un autre. Il en a existé un majeur au moment de la Révolution française, et nous en vivons probablement un autre en ce début de XXI^e siècle. Pour ce qui concerne le lieu temporel de cette étude, l'entre-deux-France est le moment de transition nationale qui se place entre la France patriotique – née difficilement de la Révolution française, installée au XIX^e siècle de Guizot à Ferry (vu de l'école), puis épuisée par la mort de masse de la Grande Guerre – et la France populaire – née douloureusement des prises de conscience de la Grande Guerre, installée par les politiques de Front populaire (Zay pour l'école) reprises à la Libération, en voie d'épuisement (?) depuis les tournants des années 1980. Dit autrement, avant la Grande Guerre, les Français pensent la France comme une nation patriotique – c'est la patrie qui définit le lien commun entre eux, depuis le transfert de sacralité du Roi à la nation – alors qu'à partir des années 1930, ils se pensent comme une nation populaire jusqu'aux tournants libéraux des années 1980.

Alors que d'habitude on postule une inertie de la forge scolaire de la nation entre Jules Ferry et Mai 68 – le méphitique « esprit de 68 » défaisant la très vertueuse « école-de-Jules-Ferry » – c'est bien dans l'entre-deux-guerres que s'effectue le passage d'une France républicaine à l'autre. Jusqu'à 1914,

la République se pense et se construit comme une démocratie politique (école de Ferry), dans l'entre-deux-guerres, elle se pense et se construit comme une démocratie sociale (école de Jean Zay). En raison de la force transformatrice de la mort de masse occasionnée par la Grande Guerre, le creuset scolaire de la nation républicaine change du patriotique au populaire. Ce livre tente d'en rendre l'histoire.

Olivier Loubes, 16 mai 2017.

INTRODUCTION

«Instituteurs, mes frères, qui en grand nombre, vous êtes, au bout du compte, si bien battus; qui, au prix d'une immense bonne volonté, aviez su créer, dans notre pays aux lycées somnolents, aux universités prisonnières des pires routines, le seul enseignement peut-être dont nous puissions être fiers; un jour viendra bientôt, je l'espère, un jour de gloire et de bonheur, où une France, enfin libérée de l'ennemi et, dans sa vie spirituelle plus libre que jamais, nous rassemblera de nouveau pour les discussions d'idées. Ce jour-là, instruits par une expérience chèrement acquise, ne songerez-vous pas à changer quelque chose aux leçons que vous professiez hier?»

Marc Bloch, *L'étrange défaite*.

Été 1940. Marc Bloch sonde sa patrie en conscience afin de conjurer l'étrangeté de la défaite. Comme Ernest Renan appelant à la *Réforme*

intellectuelle et morale de la France près de soixante-dix ans auparavant, il s'arrête sur l'école primaire. Mais, au lendemain de la nouvelle déroute, il ne s'agit plus de s'attarder sur les mérites patriotiques de l'instituteur prussien. La Grande Guerre est passée par là. C'est à propos de leur pacifisme que Marc Bloch interpelle les instituteurs, ses « frères ». Tout en soulignant qu'ils se sont bien battus, il les place au premier chef parmi « ces enthousiastes, dont beaucoup n'étaient pas personnellement sans courage, [qui] travaillaient inconsciemment à faire des lâches »¹. Il les invite donc, lorsque la France sera libérée, à revenir sur les leçons d'hier.

Des leçons de lâcheté patriotique ? L'accusation serait facile à écarter d'une volée de chiffres et de témoignages concordants sur l'engagement des maîtres et de leurs élèves dans les combats de 1940², si elle n'émanait de cet observateur particulièrement lucide, et si elle n'avait conditionné l'enfouissement d'une mémoire. Avec le pacifisme enseignant entre 1918 et 1940, nous sommes en effet en présence d'un sentiment de culpabilité repoussé, ou plus exactement refoulé, par les reconstructions identitaires qui ont suivi la Libération. Jusqu'à ces dernières années en tout cas, on ne posait pas à l'école primaire, à l'aide d'études approfondies, la question de son patriotisme après la Grande Guerre. Elle avait été tellement éprouvée dans les tranchées cette foi nationale, et les maîtres se l'étaient parfois si amèrement reprochée dans leurs congrès syndicaux ou dans leurs écoles normales durant l'entre-deux-guerres, que l'unanimité résistante d'après 1945 parut bien consolateur, réconciliant sans faille apparente l'école et sa patrie, gommant les doutes des décennies de deuil.

Aussi, une fois dépassée cette double culpabilité morale ressentie par des primaires se jugeant, après coup, trop patriotes en 14 puis trop pacifistes en 40, la question du rapport entre l'enseignement et le sentiment national avant l'occupation mérite-t-elle d'être reposée. Non pas pour se demander comme sous Vichy : « l'enseignement est-il responsable de la défaite ? »³, mais justement parce que la mort de masse lors du premier conflit mondial a bouleversé notre identité collective. Et c'est bien pour cela, pour sortir des procès de mémoire de l'école face aux guerres afin de comprendre, grâce à l'école, le processus national d'une France chamboulée par la Grande Guerre, qu'il faut partir non pas de 1918 mais de 1914, en août, et s'arrêter non en 1945 mais en 1940, en mai. Aller en quelque sorte de Péguy à Bloch, d'une guerre à l'autre, saisir cet entre-deux dans son temps à partir de sa matrice brutale, avant que la nouvelle hécatombe ne vienne changer le sens communément accordé au devenir national⁴.

Pour autant, il ne s'agit pas de dire que l'école du premier xx^e siècle n'a pas été étudiée. L'histoire de l'école et de la patrie en France n'est pas à inventer. Ce serait faire inutilement injure à Pierre Nora, Mona et Jacques Ozouf, Jacques Girault ou Antoine Prost que de le prétendre. Toutefois, force est de constater que la question patriotique n'est que très rarement (et récemment) posée à l'école pour notre période⁵. L'étude des liens entre le monde scolaire et la construction nationale est en effet saturée par son emploi récurrent dans le débat public dès lors qu'il s'agit de nouer les foulards avec les sarraus. Mais la période de référence est celle de la fondation des années 1880-1900, affirmant, sans prendre réellement en compte l'évolution postérieure, l'existence

d'une identité commune que la guerre n'aurait pas ou peu modifiée. « L'école de la Troisième République » se présente alors, pour ses admirateurs ou ses détracteurs, comme un modèle de compréhension global, véritable type idéal comparable à celui de « la cité antique », se déployant de Clisthène (Ferry) à Chéronée (mai 1968), n'omettant ni les invasions, ni les barbares, ni la tentation d'édifier ou de détruire ses « longs murs ».

Dès lors, l'entre-deux-guerres est perçu sous l'angle de la stabilité, voire de l'inertie, sauf s'il s'agit de soumettre l'école à la question sociale. Car l'interrogation sociale domine l'histoire de l'éducation depuis les années soixante. À la suite des avancées, alors iconoclastes, d'une jeune sociologie, le credo d'une école républicaine émancipatrice est battu en brèche pour lui substituer le portrait d'une « école capitaliste », matrice de la « reproduction » des hiérarchies de classe. Ce temps de procès en démocratie sociale de l'institution scolaire n'est pas clos. L'entre-deux-guerres mérite bien d'y être convoqué puisque c'est justement après 1918 qu'a commencé la coordination des degrés d'enseignement qui devait mener des projets d'école unique sous Édouard Herriot au collège unique de René Haby, maillon central du système actuel. Les acquis historiques sont considérables⁶. Mais l'inconvénient est que la démocratisation sociologique a longtemps été une des seules questions posées à l'éducation nationale de 1918 à 1940.

L'ÉCOLE INSTITUTRICE DE LA NATION

Ici, il s'agit de comprendre comment les maîtres ont continué, ou non, à « faire d'excellents Français »

après Verdun jusqu'à Sedan, sans oublier que l'école existe dans la société. Le parti adopté est d'envisager l'école comme un ensemble complet, des instructions officielles jusqu'aux cahiers des élèves, sans omettre les discussions parlementaires ou syndicales. Elle est donc vue de l'intérieur à partir de l'enseignement qu'elle a dispensé (et tel qu'il a été reçu). Mais elle est aussi appréhendée de l'extérieur, en partant des débats d'opinion qui en font un objet de fixation pour l'identité commune des Français et contribuent à la construire au fil des réformes d'unification. Autrement dit, il est nécessaire d'étudier l'école comme institutrice de la nation de la salle de classe aux tribunes de l'Assemblée, sans la limiter au seul rôle de son enseignement, en la replaçant dans la culture politique de son temps, tant les contemporains jugent, comme le maréchal Pétain au dîner de la *Revue des deux mondes* en 1934, qu'« avant de se jouer sur les champs de bataille, le destin de la France s'élabore sur les bancs de la classe »⁷.

Pour un tel sujet, les sources documentaires abondent, qu'elles soient issues du monde scolaire ou qu'elles portent sur l'école, des plus classiques (séries des Archives nationales, comptes rendus des débats parlementaires, manuels scolaires, presse...) aux plus neuves (le millier de cahiers d'élèves et de maîtres du Musée national de l'éducation)⁸. Ces derniers représentent des fonds d'archives originaux, extrêmement riches et vivants, à travers dictées, rédactions et tous types d'exercices⁹. Ils permettent de pénétrer jusqu'au quotidien des écoliers et de mieux comprendre le fonctionnement de l'acculturation nationale. Car l'école participe en première ligne à la construction de ce que, en transposant la définition d'Ernst Kantorowicz pour le roi d'Ancien Régime,

on peut appeler les deux corps de la nation : son corps physique et son corps mystique. D'une part, elle installe les élèves dans un cadre national (espace, langue...) : elle les francise, les incorpore au terreau commun. D'autre part, elle les fait se projeter, ou pas, dans un horizon, un idéal, une mystique (en particulier grâce à l'histoire mais pas seulement) : elle leur inculque un sentiment patriotique, une certaine idée de la France. Le problème de notre période est celui de l'évolution de cette participation : de quel patriotisme l'école est-elle la matrice après 1918 ? Si la francisation semble bien se continuer, comment se conjugue-t-elle désormais avec le nouvel idéal pacifiste ?

DÉSENCHANTEMENT PATRIOTIQUE ET AFFRONTEMENT NATIONAL

Le concept de désenchantement paraît à même de nous aider à comprendre ce qui se joue alors. Il se rapporte d'abord au vieux sens de faire cesser un charme. Et si Clio, depuis l'historial de Péronne en particulier, cherche la mélusine patriote qui permit le consentement des Français à la Grande Guerre¹⁰, on peut imaginer que ce consentement se mua en désenchantement une fois déçue l'espérance eschatologique de la fin de toutes les guerres. Il se rapporte surtout à l'acception weberienne de perte lente mais irréversible du repère idéologique commun, celui qui donnait sens au monde. Chez Max Weber, le désenchantement du monde moderne résulte de la désagrégation du christianisme. En découlent des tensions très fortes reflétant le pluralisme de valeurs dont chacune prétend confisquer à son profit l'unité perdue. Le désenchantement coexiste avec

l'affrontement. Or, de 1870 à 1914 en France, la religion commune, par-delà les divergences sur le régime, est la patrie. Jusqu'à la guerre en effet, elle donne sens à ce monde, à cette France imaginée, qu'elle soit « la fille aînée de l'Église » ou « la grande nation, phare de l'humanité », quand bien même on l'interprète en socialiste sincèrement internationaliste comme Jaurès, voire en socialiste « Sans patrie » comme Gustave Hervé. Il semble donc intéressant de se poser la question d'un désenchantement patriotique après 1914, d'en éprouver la pertinence à travers l'enseignement dispensé par l'école républicaine. Car ce qui se défait pour les maîtres, n'est-ce pas l'idée que la patrie conduit à l'humanité, que la république est l'incarnation du progrès humain, que la guerre pour les défendre peut être juste ?

Ce repli se double logiquement d'une redéfinition du conflit politique. Rappeler que la culture politique française est pétrie de conflits conduit à énoncer une évidence¹¹. L'école y tient une place centrale avant 1914 tant la question scolaire entre la laïque et le confessionnel anime la lutte autour du régime. La passion sur ce terrain semble retomber jusqu'aux années 1950. Toutefois, l'affrontement politique a été renouvelé après 1914. La désacralisation de la patrie doit beaucoup au reflux d'une culture de guerre, dont, à la suite de Jean-Jacques Becker, on peut se demander si elle ne s'est pas retournée en culture de guerre civile¹². Dès lors, le débat sur la nation n'a-t-il pas pris le relais de celui sur la république comme pomme de discorde majeure des Français ? En tout cas, dire comment l'école participe en tant qu'enjeu aux échanges souvent fort vifs sur l'école unique ou le Syndicat national des instituteurs, offre l'occasion de mesurer

les préoccupations majeures (crise pacifiste, priorité du danger intérieur ou du danger extérieur...) d'une nation qui se divise de plus en plus à la veille du second conflit mondial.

ÉTRANGE DÉFAITE ET PRISME TROUBLANT

Le pacifisme présumé des instituteurs, tel qu'il aurait contribué à l'ambiance de crise morale responsable de la défaite de 1940, représente un objet d'histoire comparable au fascisme présumé des anciens combattants. C'est-à-dire un sujet au cœur des passions françaises du premier *XX*^e siècle. Or, l'étude serrée des sources permet de décrire un phénomène à double détente qui guide le plan de cet ouvrage.

Si l'attachement des maîtres à la paix est devenu viscéral et marque bien que le corps sacré de la patrie est mort en 1914-1918 – comme le corps mystique du roi est mort en 1789 – leur enseignement est cependant plus pacifique que pacifiste. Ils ont en effet contribué à conjurer le pacifisme intégral que la société leur attribue souvent, en continuant à assumer la francisation et l'éducation républicaine des jeunes Français sans oublier les devoirs patriotiques. C'est l'objet de la première partie qui s'attache à décrire la chronologie de cette étrange défaite de la patrie à l'école. On y voit se succéder l'imprégnation guerrière du premier conflit mondial, puis l'indispensable rejet de la guerre dans les années 1920, et enfin l'impensable défaite de la paix dans les années 1930.

D'autre part, la place de l'école dans l'affrontement national a changé. Le désarmement moral que l'on attribue aux maîtres s'inscrit en effet dans une approche renouvelée des problèmes de l'éducation.

Celle-ci est désormais lue à travers les prismes troublants du syndicalisme omniprésent et de l'unification des filières scolaires. La deuxième partie est donc consacrée à montrer comment la réforme, laborieusement avancée, de l'école unique, véritable injonction démocratique née de la guerre, ainsi que la représentation surmédiatisée du corps primaire par le syndicat national des instituteurs, correspondent au basculement de la France dans les débats les plus contemporains.

La période 1914-1940 peut alors à bon droit être vue comme l'histoire d'un désenchantement, celui de la France nationale qui avait succédé, au moment de la Révolution française, à la France royale. Initiée par le deuil collectif d'une mort de masse, la crise de désacralisation de la patrie après 1918 apparaît ainsi être plutôt le lieu d'un entre-deux-France, d'une mue essentielle de l'imaginaire politique de la France patriotique à la France populaire, que d'un entre-deux-guerres, simple pause inquiète entre deux conflits.

PREMIÈRE PARTIE

**L'ÉTRANGE DÉFAITE
DE LA PATRIE À L'ÉCOLE**

« Dans toutes les nations contemporaines, l'État s'attribue tout au moins un droit de contrôle sur les établissements d'enseignement. Le plus souvent il crée et entretient lui-même les écoles indispensables. Sans doute d'autres motifs sont invoqués, tels que le droit de l'enfant à l'enseignement, l'utilité de la culture dans une société très évoluée, etc. Mais la raison essentielle au point de vue sociologique n'en reste pas moins cette nécessité, pour la nation, de faire participer l'enfant à sa nature spirituelle. L'éducation est une "initiation" parfaitement analogue aux anciennes initiations religieuses ; une "nationalisation" de l'enfant. [...] L'école nationalise l'enfant par tous ses enseignements mais plus particulièrement par celui de l'histoire, celui de la géographie, celui de la littérature, celui du droit. Elle ressuscite pour lui le passé du groupe, elle lui décrit son habitat, elle lui révèle, avec ses grandes créations intellectuelles et artistiques, le meilleur de son génie, elle lui fait connaître ses institutions ; elle le plie à ses habitudes morales. En un mot, elle le fait progressivement entrer dans ce système de représentations collectives dont est faite l'âme nationale. »

René Hubert,
Manuel élémentaire de sociologie,
Delalain, 1935 (1^{re} éd. 1925).

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos à l'édition de poche. Vingt ans après... Qu'est-ce que la nation, à l'école de l'entre-deux- France?	9
Introduction	21
PREMIÈRE PARTIE. L'ÉTRANGE DÉFAITE DE LA PATRIE À L'ÉCOLE	31
Introduction. La nation dans le temps de l'école	33
Chapitre 1. À l'école de la guerre. 1914-1922	37
Chapitre 2. L'école de la paix. 1923-1931	89
Chapitre 3. L'école populaire et la paix défaite. 1932-1940	141
Conclusion de la première partie. Les deux temps du désenchantement national	175
SECONDE PARTIE. NAISSANCE DE LA NOUVELLE QUESTION SCOLAIRE	179
Introduction. L'école dans le temps de la nation	181
Chapitre 4. Au miroir équivoque de l'école unique	187
Chapitre 5. Le prisme troublant du syndicat « national »	237

Conclusion de la seconde partie. Mineure et centrale, l'école dans l'affrontement national	269
Conclusion. De l'entre-deux-guerres à l'entre-deux-France	273
Notes	281
Inventaire des archives	309
Chrono-bibliographie	311
Index	321